

MINISTÈRE DU TRAVAIL

Direction de la sécurité sociale.  
Bureau des prestations familiales.  
Réf. : 12/G/74.

SS 4 441

7653

30-8-74

LETTRE-CIRCULAIRE N° 44 SS DU 30 AOÛT 1974  
relative à l'allocation de rentrée scolaire.

(Non parue au *Journal officiel*.)

*Le ministre du travail*

à

*Monsieur le président du conseil d'administration  
de la caisse nationale des allocations familiales.*

Le décret n° 74-706 du 13 août 1974, paru au *Journal officiel* du 14 août 1974, fixe les modalités d'application des articles L. 532-1 à L. 532-4 du code de la sécurité sociale relatifs à l'allocation de rentrée scolaire. La présente lettre a pour effet de vous permettre d'apporter aux organismes débiteurs des prestations familiales des précisions complémentaires pour la mise en œuvre en métropole de cette nouvelle réglementation. Dans les prochains jours, les indications nécessaires vous seront également adressées aux mêmes fins à l'intention des caisses d'allocations familiales des départements d'outre-mer.

I. — Observations générales.

1. J'appelle tout d'abord votre attention sur le fait que, par dérogation à la procédure habituellement suivie en matière de demandes de prestations familiales, il ne sera pas exigé systématiquement des intéressés qu'ils accomplissent des formalités particulières pour l'attribution de l'allocation de rentrée scolaire. C'est par une exploitation directe des données sur la situation des familles déjà détenues par les organismes débiteurs des prestations familiales, que le droit à la nouvelle prestation pourra être établi. Cette volonté de simplification administrative à l'égard des allocataires se traduit par la double dispense de production, d'une part, d'un formulaire particulier de demande et, d'autre part, d'une attestation d'inscription scolaire de l'enfant. Dans la majorité des cas, ces organismes connaissent en effet, outre le nombre et l'âge des enfants à charge, le montant des ressources des allocataires perçues durant l'année de référence, renseignement nécessaire pour l'ouverture du droit à l'allocation de rentrée scolaire.

2. L'allocation de rentrée scolaire fait l'objet d'un seul versement annuel. Etant observé qu'elle est destinée avant tout à aider les familles à couvrir en partie les frais d'habillement et d'équipement scolaires auxquels celles-ci doivent faire face à l'occasion de la rentrée, cette prestation doit leur être versée à une date aussi proche que possible de celle-ci. Ainsi, si le terme fixé par le décret est celui du 31 octobre, terme que les organismes doivent s'attacher à ne pas dépasser, il est très souhaitable qu'en régime de croisière le versement soit opéré à une date antérieure et dans toute la mesure du possible en même temps que celui des prestations familiales servies au titre du mois d'août.

Je précise, par ailleurs, que c'est la date du 31 octobre qu'il conviendra de retenir, le cas échéant, comme point de départ du délai pour l'application de la prescription de deux ans du droit à la prestation édictée à l'article L. 550 du code de la sécurité sociale.

## II. — Détermination des enfants ouvrant droit à l'allocation de rentrée scolaire.

### 1. L'enfant doit être soumis à l'obligation scolaire.

En application de la loi modifiée du 28 mars 1882 et de l'ordonnance n° 59-45 du 6 janvier 1959, portant prolongation de la scolarité obligatoire, l'enfant doit satisfaire à l'obligation scolaire depuis l'âge de six ans jusqu'à l'âge de seize ans révolus. Le bénéfice de l'allocation de rentrée scolaire est donc réservé, en principe, aux enfants ayant un âge compris entre ces deux limites, sous réserve toutefois de certains assouplissements destinés à remédier aux conséquences que pourrait présenter dans certains cas particuliers une règle trop rigide :

a) L'enfant est âgé de six ans révolus et il bénéficie de plein droit de l'allocation de rentrée scolaire.

Toutefois, afin de tenir compte des dérogations accordées dans certains cas par les inspecteurs d'académie, il est admis, à l'article 2, premier alinéa du décret du 13 août 1974, que le droit sera également ouvert pour l'enfant atteignant son sixième anniversaire, au plus tard le 31 janvier de l'année suivant celle de la rentrée scolaire. En pratique, le recensement des bénéficiaires sera donc opéré en tenant compte des enfants qui auront atteint leur sixième anniversaire avant le 1<sup>er</sup> février. Ainsi, pour 1974, l'allocation de rentrée scolaire sera accordée aux enfants nés au plus tard le 31 janvier 1969 puisqu'ils seront âgés de six ans le 31 janvier 1975.

b) L'enfant est âgé de seize ans révolus à la date correspondant à celle de la rentrée scolaire et il n'ouvre plus droit à l'allocation puisqu'il n'est plus tenu à l'obligation scolaire. Par contre, l'adolescent qui atteint l'âge de seize ans au cours de l'année scolaire est, en principe, encore soumis à l'obligation scolaire à la date de la rentrée. A cet égard, il a été décidé, et le décret le précise à l'article 2, qu'en considération de la diversité des enseignements et des différentes dates de rentrée scolaire, c'est par commodité la date du 15 septembre qui est uniformément retenue pour l'appréciation de l'ouverture du droit à l'allocation de rentrée scolaire.

A titre d'exemple, pour la rentrée 1974, à la limite, l'enfant né le 15 septembre 1958 n'ouvrira pas droit à l'allocation de rentrée scolaire tandis que l'allocataire pourra en bénéficier pour l'enfant né le 16 septembre 1958.

Je ne suis pas opposé à ce que les enfants, pour qui a été souscrit un contrat d'apprentissage dès l'âge de quinze ans, dans les conditions définies à l'article L. 211-1 du code du travail, et qui reçoivent un enseignement théorique complémentaire à leur formation pratique puissent ouvrir droit à la nouvelle prestation s'ils n'ont pas atteint l'âge de seize ans révolus le 15 septembre de l'année considérée. Par contre, cessent d'ouvrir droit à l'allocation de rentrée scolaire les enfants atteignant l'âge de seize ans au cours de la période comprise entre le 15 septembre et le 31 décembre, et qui, dans les conditions prévues par la circulaire n° IV 69-384 du 16 septembre 1969 du ministre de l'éducation nationale, auraient été libérés de l'obligation scolaire à partir du premier jour des vacances d'été pour s'insérer dans la vie active. En pareille circonstance, en cas de paiement indu, les facilités nécessaires seront consenties aux familles qui auront à reverser le trop perçu.

J'admets également, à titre exceptionnel, et pour la seule année 1974, que les organismes qui, pour des raisons d'ordre technique, n'auraient enregistré que le mois de naissance de l'enfant, à défaut du jour — afin de ne pas retarder le paiement de la nouvelle allocation — puissent reconnaître ce droit pour tous les enfants nés au mois de septembre 1958 sans avoir à procéder à une enquête complémentaire sur ce point.

2. L'enfant doit être inscrit dans un établissement ou organisme d'enseignement public ou privé.

a) L'inscription.

L'article 4, 1<sup>er</sup> alinéa, du décret du 13 août 1974, établit une présomption relative d'inscription, dans un établissement ou organisme d'enseignement public ou privé, de l'enfant soumis à l'obligation scolaire. Cette position libérale se fonde sur le taux très élevé de fréquentation scolaire, que révèlent les résultats du contrôle de l'inscription et de l'assiduité déjà réalisé en application du décret n° 68-104 du 18 février 1966 relatif à cet objet.

Cette présomption peut néanmoins être renversée par la preuve contraire qui est, je le précise, à la charge de l'organisme débiteur des prestations familiales. Mais, pour les raisons précédemment indiquées et pour éviter un surcroît de travail et de frais sans résultats appréciables, il conviendra de limiter au strict minimum ces vérifications en opérant par sondages dans les zones territoriales ou auprès des populations les plus exposées aux manquements à l'obligation scolaire. De telles vérifications pourront également être effectuées lors des contacts établis occasionnellement entre les organismes débiteurs et les allocataires, notamment en cas de modification de la situation de famille ou de changement de résidence.

Les opérations se trouveront d'ailleurs facilitées par l'application des dispositions du deuxième alinéa de l'article 4 : au cas où les allocations familiales auraient été supprimées pour défaut d'assiduité scolaire de l'enfant à un moment quelconque de l'année scolaire précédant la rentrée considérée, la famille devra présenter la justification de l'inscription de ce dernier pour la nouvelle année scolaire. Toutefois, dans l'hypothèse où cette règle soulèverait de sérieuses difficultés d'application lors de la rentrée scolaire 1974,

compte tenu des recherches à effectuer, je ne serais pas opposé à ce que, sauf cas exceptionnels particulièrement flagrants, tous les enfants d'âge compris dans les limites de l'obligation scolaire soient considérés comme n'y ayant pas failli durant les douze mois précédant le 1<sup>er</sup> septembre 1974.

Pour l'avenir, il suffira que les organismes débiteurs notent les défaillances à l'obligation scolaire ayant entraîné la suppression des allocations familiales durant une période quelconque de l'année précédant le 1<sup>er</sup> septembre, pour réclamer le certificat d'inscription dès la nouvelle année scolaire, au moment de l'ouverture du droit à l'allocation de rentrée scolaire.

J'observe enfin que certains enfants, bien que soumis à l'obligation scolaire, sont dispensés d'inscription dans un établissement ou organisme d'enseignement. Il s'agit pour la plupart des enfants de personnes sans domicile fixe ou appelées par leurs obligations professionnelles à de fréquents déplacements familiaux : personnel navigant de la batellerie, marchands forains ou nomades. Le contrôle des attestations d'assiduité scolaire effectué conformément à l'arrêté du 8 août 1966 étant opéré de toute manière pour l'année scolaire écoulée, le droit à la nouvelle prestation pourra être examiné à la même occasion. En cas de défaillance à l'obligation scolaire durant la période de référence, la caisse compétente accordera l'allocation de rentrée scolaire au vu de l'attestation du livret de fréquentation scolaire du mois d'octobre.

**b) Définition de l'établissement ou de l'organisme d'enseignement au sens et pour l'application de l'article L. 532-1.**

L'établissement assure un enseignement direct tandis que l'organisme dispense un enseignement à distance. Dans l'un et l'autre cas, il procure une formation scolaire ou une formation professionnelle ou une éducation spéciale.

L'article 3 du décret du 13 août 1974 définit par établissement ou organisme d'enseignement public ou privé : « tout établissement ou organisme qui a pour objet de dispenser un enseignement permettant aux enfants qui suivent cet enseignement de satisfaire à l'obligation scolaire ».

A titre indicatif, cette définition vise tous les établissements publics d'enseignement élémentaire ou d'enseignement secondaire des 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> cycles et, le cas échéant, d'enseignement supérieur. Sont également concernés :

- tous les établissements privés de même catégorie fonctionnant régulièrement dans le cadre de la législation en vigueur ;
- les instituts médico-pédagogiques ;
- les établissements d'éducation spécialisée publics ou privés agréés en application des dispositions de l'article L. 543-1 du code de la sécurité sociale et dans les conditions prévues par le décret n° 64-454 du 23 mai 1964 ;
- les organismes d'enseignement agréés en application de la loi n° 71-556 du 12 juillet 1971, relative à la création et au fonctionnement des organismes privés dispensant un enseignement à distance ainsi qu'à la publicité et au démarchage faits par les établissements d'enseignement.

c) Cas particuliers.

L'inscription dans un établissement scolaire situé à l'étranger peut également être considérée comme valable pour l'attribution de l'allocation de rentrée scolaire, dans la mesure où l'enfant en cause est réputé continuer à résider en France, selon l'interprétation donnée à cette condition de résidence par l'article 6 du décret modifié n° 46-2830 du 10 décembre 1946.

En pareil cas, les prestations familiales du régime interne français sont maintenues :

- pour les enfants dont la famille réside dans la zone frontalière française et qui sont scolarisés à l'étranger de l'autre côté de la frontière ;
- sous réserve de l'avis favorable des services de l'éducation nationale, pour les élèves qui, ayant dépassé le premier cycle de l'enseignement du second degré, poursuivent leurs études à l'étranger ;
- pour les enfants dont le séjour à l'étranger est nécessaire pour leur permettre de parfaire leur formation professionnelle.

III. — Les conditions à remplir par les allocataires.

L'allocation de rentrée scolaire est une prestation familiale soumise aux dispositions générales prévues au livre V du code de la sécurité sociale pour l'attribution desdites prestations. Toutefois, certaines modalités particulières résultant de son caractère spécifique sont à signaler :

1. L'allocataire doit avoir bénéficié de l'une des prestations familiales énumérées à l'article L. 510 du code de la sécurité sociale au cours de tout ou partie de la période de douze mois précédant le 1<sup>er</sup> septembre.

Pratiquement, au moment de la liquidation des droits des allocataires au mois d'août, deux situations peuvent se présenter :

- le chef de famille bénéficie des prestations familiales pour le mois considéré et figure sur les contrôles de l'organisme débiteur des prestations familiales ;
- le chef de famille ne bénéficie plus des prestations familiales au mois d'août de l'année considérée mais satisfait à cette condition pour l'un au moins des autres mois compris dans l'année de référence. Cette situation correspond par exemple, au cas d'une famille de deux enfants bénéficiaires des seules allocations familiales lorsque l'aîné de ceux-ci, se trouvant exclu du champ d'application de cette législation, en raison de son âge, a provoqué l'interruption du versement desdites allocations.

Dans la première hypothèse, sous réserve de l'application de la clause de ressources, les droits de l'allocataire feront l'objet d'une liquidation directe par l'organisme compétent. Dans la deuxième hypothèse, le postulant devra faire une demande expresse pour l'attribution de l'allocation de rentrée scolaire.

Conformément à l'article 1<sup>er</sup> du décret du 13 août 1974, l'attribution, durant la période de référence des douze mois antérieurs au 1<sup>er</sup> septembre, d'une mensualité d'allocations prénatales ou d'une fraction de l'allocation de maternité échues durant ladite période ou, pour autant qu'elles aient été dues à raison d'une mensualité au moins, de l'une quelconque des autres prestations

familiales énumérées à l'article L. 510 du code de la sécurité sociale, permettra l'ouverture des droits à l'allocation de rentrée scolaire pour chacun des enfants qui est soumis à l'obligation scolaire.

J'ajoute qu'à défaut d'autres prestations, le droit peut même être ouvert sur la base d'un droit virtuel à l'allocation de logement lorsque celle-ci n'est pas effectivement versée en raison de son faible montant.

2. La condition d'activité professionnelle du postulant à la nouvelle prestation, de même que la qualité d'enfant à charge de l'enfant pour lequel est demandée l'attribution de cette prestation, sont, sous réserve des règles de compétence mentionnées au point V, présumées remplies dès lors que ledit postulant a bénéficié d'une prestation familiale au cours de la période de référence susvisée.

3. L'allocataire ne peut être qu'une personne physique. La nouvelle prestation est versée à l'allocataire. Toutefois, lorsqu'un tuteur aux prestations sociales a été désigné c'est à ce dernier que le paiement doit être effectué dans les mêmes conditions que pour les autres prestations familiales.

#### 4. Application de la condition de ressources.

L'allocation de rentrée scolaire est accordée aux allocataires dont les ressources n'excèdent pas la limite fixée pour l'attribution de la majoration des allocations de salaire unique ou de la mère au foyer. Il convient de se reporter à ce sujet aux règles énoncées par le décret n° 72-530 du 29 juin 1972 pris pour la mise en œuvre des dispositions du code de la sécurité sociale relatives à l'allocation de salaire unique et à l'allocation de la mère au foyer et des instructions qui s'y rapportent, tant en ce qui concerne les modalités d'évaluation des revenus pris en compte que le montant du plafond déterminé en fonction de la situation de la famille.

J'ajoute que, pour l'établissement de ce chiffre, il s'agit de se référer à la situation de la famille telle qu'elle est prise en considération pour l'ouverture du droit aux prestations familiales au mois d'août précédant la rentrée scolaire (état des personnes, nombre d'enfants à charge, etc.). Je précise que, dans l'hypothèse où un enfant cesserait momentanément de répondre à la définition de l'enfant à charge au sens de la réglementation des prestations familiales durant le mois d'août, parce qu'il exercerait exceptionnellement une activité rémunérée, il conviendrait de ne pas l'exclure du nombre des enfants à charge pour la détermination du plafond de ressources.

Pour l'exercice en cours débutant le 1<sup>er</sup> juillet 1974, le plafond de ressources ainsi établi est égal à 13 850 F pour une famille ayant un enfant à charge, à 16 620 F pour une famille ayant deux enfants à charge, ce chiffre étant augmenté de 2 770 F par enfant supplémentaire à charge. Le revenu à prendre en considération est, comme en matière d'allocation de salaire unique ou de l'allocation de la mère au foyer, le revenu net imposable perçu l'année civile précédant la date d'ouverture du droit à l'allocation de rentrée scolaire, c'est-à-dire déduction faite des abattements admis par la réglementation fiscale.

Ainsi que je le rappelais précédemment, les organismes débiteurs connaissent le montant des ressources de la plupart de leurs allocataires, soit que ces derniers bénéficient déjà d'une prestation soumise à condition de ressources, soit que, répondant à un appel général antérieur, ils aient déjà fourni ce renseignement.

Si ce montant n'est pas connu, il appartiendra aux organismes précités de relancer les allocataires défaillants et d'entreprendre un effort d'information particulier auprès des familles. En tout état de cause, l'allocation ne pourra être liquidée qu'au vu de la déclaration des ressources prises pour base de leur imposition au titre des revenus de l'année civile précédant la rentrée scolaire.

#### IV. — Le montant de l'allocation de rentrée scolaire.

L'allocation de rentrée scolaire est égale à 20 p. 100 de la base mensuelle de calcul des prestations familiales en vigueur au 1<sup>er</sup> août précédant la rentrée scolaire considérée.

En 1974, la nouvelle prestation sera donc égale à 110,60 F par enfant à charge pris en compte pour le calcul des prestations familiales. A titre d'exemple, une famille, bénéficiaire de l'allocation de logement et ayant trois enfant à charge d'âge scolaire percevra l'allocation de rentrée scolaire pour chacun de ces enfants, soit 331,80 F au total. De même, une famille bénéficiaire des seules allocations familiales proprement dites ayant deux enfants à charge d'âge scolaire percevra l'allocation de rentrée scolaire pour chacun de ces enfants, soit 221,20 F au total, bien que le droit aux allocations familiales soit ouvert seulement pour le deuxième enfant. Bien entendu, dans ces deux exemples, la famille doit répondre aux autres conditions d'attribution de l'allocation de rentrée scolaire.

#### V. — Détermination de l'organisme débiteur des prestations familiales compétent pour effectuer le paiement de l'allocation de rentrée scolaire.

Pour éviter tout conflit de compétence entre les organismes débiteurs ou tout risque de paiement indu qui pourrait résulter d'un changement de caisse ou de service d'affiliation au cours de l'année de référence, il convient de s'en tenir à la règle selon laquelle l'organisme compétent, pour verser l'allocation de rentrée scolaire, est, dans tous les cas, déterminé par la nature de l'activité principale ou la situation du bénéficiaire au cours du mois d'août précédant la rentrée scolaire :

- lorsque l'intéressé a perçu une prestation familiale au titre du mois d'août, c'est l'organisme débiteur de cette prestation qui lui sert l'allocation de rentrée scolaire ;
- lorsque l'intéressé n'a pas perçu une prestation familiale au titre du mois d'août, mais en a bénéficié antérieurement à ce mois, à quelque titre que ce soit, durant l'année de référence, l'organisme débiteur est celui dont il aurait relevé au mois d'août en application de la règle précitée s'il avait eu droit aux prestations familiales durant ce mois.

Ces dispositions s'imposent aussi bien aux services particuliers autorisés à verser ces prestations en application des dispositions du décret n° 71-612 du 15 juillet 1971 qu'aux caisses d'allocations familiales du régime général.

J'observe enfin qu'un effort particulier devra être consenti par les organismes débiteurs des prestations familiales pour assurer une bonne information des allocataires sur la portée de leurs droits à l'égard de la nouvelle prestation.

Bien qu'il ne soit pas possible de respecter les recommandations suivantes en 1974, je souligne à nouveau que, pour répondre pleinement à l'objectif fixé par le législateur, tout le nécessaire devra être fait pour que, dès 1975, le paiement de l'allocation de rentrée scolaire intervienne en même temps que celui des prestations familiales afférentes au mois d'août.

Je vous serais obligé de me signaler, le cas échéant, les difficultés que pourrait soulever l'application des présentes instructions.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur de la sécurité sociale,*  
JEAN MERIC.